



Le collectif #EcolePourTous
contact@ecolepourtous.org

Monsieur Jean-Michel Blanquer
Ministre de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse
110, rue de Grenelle, 75357 Paris SP 07

Objet : Demande d'entretien avec le collectif #EcolePourTous

Paris, le 20 novembre 2018

Monsieur Jean-Michel Blanquer,
Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse,

Aujourd'hui, mardi 20 novembre 2018, journée internationale des droits de l'enfant, nous, enfants vivant en bidonvilles, squats ou hôtels sociaux, nous, jeunes mineurs isolés étrangers, nous enfants des Gens du voyage, nous vous adressons cette lettre car dans le pays de Victor Hugo et de Jules Ferry, la porte de l'école reste fermée devant nous¹.

Comme tous les autres enfants et jeunes, nous voulons pouvoir entrer à l'école. Nous voulons nous y sentir bien. Nous voulons y rester aussi longtemps qu'il le faudra pour réaliser nos rêves.

Devenir avocat pour défendre les droits de tous. Devenir policière pour protéger ceux qui en ont besoin. Devenir assistante sociale pour aider les plus vulnérables. Devenir informaticien pour moderniser la France. Devenir comédienne pour faire rayonner la langue française.

Mais pour nous qui vous écrivons, il est déjà trop tard, la porte de l'école est restée fermée. Nos rêves ont été brisés. Parce que quand nous avons frappé à la porte de l'école, le maire de notre ville nous en a refusé l'entrée². Parce que tous les trois mois les

¹ [Rapport annuel du Défenseur des droits consacré aux droits de l'enfant](#) : « Droit fondamental à l'éducation : une école pour tous, un droit pour chacun », 2016

² Marie Piquemal, « Essonne : « à la mairie ils disent qu'on n'a pas le droit d'aller à l'école », [Libération](#), 4 octobre 2018



expulsions nous faisaient déménager³. Parce que notre minorité est contestée. Parce qu'à 18 ans notre prise en charge par la Protection de l'enfance s'est arrêtée⁴. Parce que le racisme des enfants et des adultes nous a découragé⁵.

Aujourd'hui, Monsieur le Ministre, en cette journée internationale des droits de l'enfant, nous créons le collectif #EcolePourTous pour que vous nous entendiez⁶.

Nous savons que la République française a fait la promesse universelle dans sa Constitution de garantir l'égal accès de l'enfant à l'instruction. Nous savons que c'est un devoir de l'Etat d'après la Constitution. Nous savons que c'est la première priorité nationale d'après le Code de l'éducation.

Donc si nos rêves à nous ont été brisés, nous souhaitons que la République soit désormais fidèle à sa promesse pour tous les enfants qui nous suivent et nous ressemblent.

Nous vous demandons, Monsieur le Ministre, par ce courrier de nous recevoir, afin qu'à travers vous, la République française considère avec gravité les problèmes que nous rencontrons dans l'accès à l'école, et entende les solutions que nous avons à proposer.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, notre considération aussi que haute que nos exigences.

Bientôt, nous jeunes du collectif #EcolePourTous, serons des milliers à exiger notre droit à rêver.

Le collectif #EcolePourTous

www.ecolepourtous.org

³ « Chaque expulsion se traduit par une déscolarisation de six mois en moyenne de ceux qui enfin étaient devenus des élèves », Monique Royer, « Les droits oubliés des enfants des bidonvilles », Cahiers *pédagogiques*, mai 2018

⁴ « Un refus de prise en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) [est constaté] pour près de 75 % des jeunes à Paris. Ils sont alors renvoyés vers une longue procédure juridique comprise entre 3 et 18 mois. Pendant cette période et sans Ordonnance de Placement Provisoire (OPP) prononcée par les juges des enfants, ces jeunes sont privés de tous droits fondamentaux (...). Pourtant, près de 80% d'entre eux seront reconnus comme mineurs et pris en charge par l'ASE au terme de leur procédure (devant le juge). » Extrait du journal *Lettres communes*, septembre 2018

⁵ Fabrice Dhume. La « classe à la cave », un exemple de discrimination institutionnalisée. Diversité : ville école intégration, *CNDP*, 2012, Des différences (im)pertinentes, retour sur la question ethnique, p.142-147

⁶ Romain Baheux, « Ana Maria, 16 ans, ma vie entre le bidonville et le lycée », *Le Parisien*, 20 novembre 2018